Ensemble pour une Europe en action!

Par JFB le lun 12/07/2010 - 13:07

La Présidence belge du Conseil de l'Union européenne

Au 1er juillet, la Belgique assurera la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. L'UE fait face à de nombreux défis qui demandent une Europe plus forte, plus cohérente, plus déterminée mais aussi plus accessible. La présidence belge entend contribuer à relever ces défis grâce à une action collective et un dialogue intense avec les institutions et les Etats membres.

Pour sa 12e Présidence du Conseil de l'Union européenne, la Belgique entend faire valoir sa grande expérience des enjeux et des mécanismes de l'UE, mais aussi son sens aigu du dialogue et du consensus. Contrairement à la précédente présidence belge, en 2001, le processus décisionnel est désormais d'une toute autre envergure puisque l'Europe compte douze pays membres supplémentaires depuis 2004. La Belgique entend par ailleurs pleinement intégrer et adapter le traité de Lisbonne au fonctionnement de sa présidence, en veillant à respecter les fonctions de Herman Van Rompuy, Président permanent du Conseil européen, et de Catherine Ashton, Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Si les nouvelles institutions mises en place par le traité de Lisbonne doivent permettre un nouvel élan européen, le retard pris dans sa ratification a ralenti la suite du processus législatif, retard que la Présidence belge entend contribuer à combler au cours des six prochains mois. «Cette présidence est entreprise pour promouvoir la continuité dans les engagements stratégiques de l'UE», souligne Pierre Labouverie, ambassadeur de Belgique à Budapest. En outre, le traité de Lisbonne accorde désormais un rôle accru au Parlement européen, ce qui contribue à insuffler une nouvelle dynamique à la législation européenne. Par ailleurs, la crise économique et sociale mondiale, qui a affaibli le rôle de l'UE dans le monde, a donc inspiré la Belgique à adopter un programme conçu comme «un équilibre sain entre réalisme et ambition» dont les enjeux spécifiques se déclinent selon cinq axes

essentiels:

1) La poursuite de la lutte contre la crise économique.

Le redressement économique et la réponse à la crise passeront par la mobilisation de toutes les forces. L'Union européenne doit devenir le vecteur des réformes structurelles, de la création d'emplois, de la stabilité financière et du renforcement de la compétitivité européenne, ce qui passera notamment par une modernisation des secteurs économiques et financiers. Par ailleurs, le groupe de travail sur le renforcement de la gouvernance économique, dirigé par Herman Van Rompuy, doit proposer au Conseil européen un programme visant à une meilleure rigueur budgétaire. A plus long terme, la Présidence belge entend œuvrer à améliorer le contexte économique européen. Dans ce sens, la Stratégie Europe 2020 pour l'emploi et la croissance, présentée par la Commission, offre un aperçu de ce que sera l'économie sociale de marché européenne au XXIe siècle. Elle montre comment l'UE pourra sortir plus forte de la crise et se transformer en une économie intelligente, durable et inclusive avec des niveaux d'emploi, de productivité et de cohésion sociale élevée. Une gouvernance économique renforcée sera en outre nécessaire pour obtenir rapidement des résultats durables. La concrétisation des grands objectifs définis par le Conseil européen sera la toile de fond des priorités socio-économiques du programme de la Présidence belge.

2) Un renforcement de la dimension sociale de l'UE.

2010 est l'année européenne de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté. L'emploi constituera donc l'un des thèmes centraux durant la Présidence belge. L'investissement dans le capital humain et la création d'emplois dans un marché du travail modernisé sont en effet essentiels au développement du modèle socio-économique européen. Aussi la Présidence belge se concentrera-t-elle notamment sur la promotion des "green jobs" mais cherchera également à insuffler une tendance plus environnementale au monde du travail. Elle entend également promouvoir les "white jobs" à travers l'identification et le développement de métiers relatifs au vieillissement de la population. Les conséquences des restructurations économiques, la lutte contre les discriminations dans l'emploi ainsi que la promotion de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes mériteront également une attention renouvelée.

3) L’approfondissement et l’achèvement d’un Espace européen de Liberté, de Sécurité et de Justice.

La Présidence belge entend tirer profit des nouvelles possibilités qu’offre le traité de Lisbonne à cet égard afin de mettre en œuvre le Programme pluriannuel de Stockholm (2010-2014). L’objectif d’établir une procédure unique d’asile et un statut uniforme de protection internationale d’ici 2012 sera activement poursuivi. La lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, l’immigration illégale et la migration légale seront les priorités dans le domaine des affaires intérieures. La reconnaissance mutuelle des décisions de justice sera l’élément central du programme de la Présidence belge dans le domaine judiciaire.

4) L’environnement et le climat.

La Présidence belge veillera, en collaboration avec la Commission, à faire entendre la voix de l’Union européenne dans les négociations internationales sur le suivi de la Conférence de Copenhague. Le but fixé est d’aboutir à un progrès et à des résultats concrets en vue de la réunion de la Convention-cadre sur le changement climatique prévue à Cancun en novembre 2010. La communauté internationale doit se fixer des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et doit prendre des engagements concrets en faveur des pays en voie de développement. L’Union européenne doit peser de tout son poids dans ces débats et en rester le moteur.

5) Les questions d’élargissement

Si la Présidence belge entend faire avancer le dossier turc sur un ou deux nouveaux chapitres de négociation, il est à espérer que l’adhésion de la Croatie aura lieu durant la présidence belge ou hongroise du Conseil de l’UE. En revanche le dossier de la République de Macédoine, candidate à l'adhésion à l’UE depuis 2004, est actuellement au point mort. La Commission a par ailleurs marqué son accord pour entamer le processus d’adhésion de l’Islande.

La Présidence en chiffre:

La Présidence sera ponctuée de 27 conseils ministériels européens, de 16 conseils informels, de plus de 500 conférences dans divers secteurs européens mais aussi d’un sommet des chefs d’Etats et de gouvernement de l’ASEM (Dialogue Europe-Asie) qui réunira 48 chefs d’Etat et de Gouvernement en octobre à Bruxelles.

Frédérique Lemerre

- 9 vues

Catégorie
Agenda Culturel